

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES
DE POLYCULTURE-ÉLEVAGE, ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS
(À L'EXCEPTION DE LA PISCICULTURE), VITICULTURE,
DE MARAÎCHAGE, D'HORTICULTURE ET DE PÉPINIÈRE
(Alsace)
(17 décembre 2007)**

(Etendu par arrêté du 8 juin 2009,
Journal officiel du 18 juin 2009)

AVENANT N° 4 DU 12 SEPTEMBRE 2012

NOR : AGRS1297201M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Bas-Rhin ;
La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Haut-Rhin ;
Le syndicat des pépiniéristes viticoles d'Alsace ;
La fédération des syndicats de maraîchers d'Alsace ;
L'association des viticulteurs d'Alsace ;
Le groupement des producteurs négociants du vignoble alsacien ;
L'association des fermes-auberges du Bas-Rhin ;
L'association des fermes-auberges du Haut-Rhin ;
Le syndicat des horticulteurs du Bas-Rhin ;
Le syndicat des horticulteurs du Haut-Rhin ;
Le syndicat des pépiniéristes d'Alsace ;
Le syndicat des entrepreneurs des territoires du Bas-Rhin ;
Le syndicat des entrepreneurs des territoires du Haut-Rhin ;
La section CUMA de Coop de France Alsace,

D'une part, et

L'UR d'Alsace CFDT ;
L'UR d'Alsace CFTC ;
L'UR d'Alsace CGT ;
L'union des syndicats CGT-FO du Haut-Rhin,

D'autre part,

il a été convenu de ce qui suit.

Article 1^{er}

Dans l'article 2 « Régime de prévoyance obligatoire », au 5^e alinéa, « Dispositions communes », le paragraphe 1.2 « Taux de cotisations et répartitions » est ainsi modifié :

« 1.2. Taux de cotisations et répartitions

Les garanties du présent accord sont financées par une cotisation globale de 1,72 % ainsi répartie :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Décès	0,15	0,08	0,07
Incapacité de travail	0,86	0,45 (*)	0,41
Invalidité	0,55	0,48	0,07
Assurance charges sociales patronales	0,16	0,16	–
Total	1,72	1,17	0,55
(*) Correspond au financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 modifié par la loi de modernisation du marché du travail du 28 juin 2008 ainsi qu'au financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle.			

Article 2

Les autres dispositions de l'accord ne sont pas modifiées.

Article 3

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2013.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Schiltigheim, le 12 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)